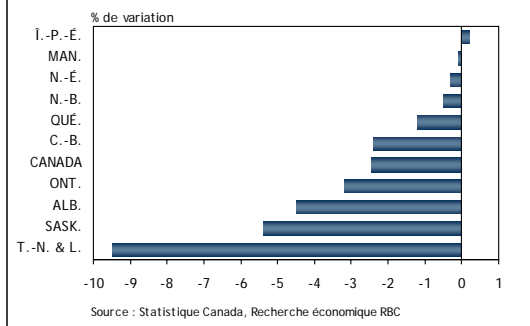


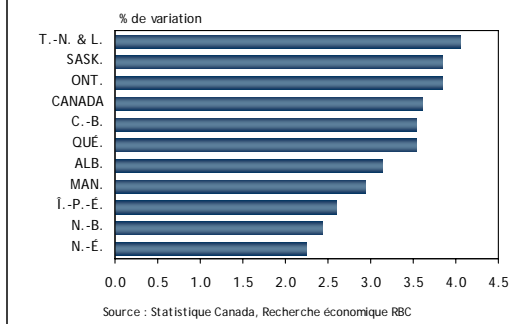
## PERSPECTIVES PROVINCIALES

Juin 2010

## Croissance du PIB réel en 2009



## Croissance du PIB réel en 2010



## Prêt pour l'accélération

Si certains ont cru que la résurgence de l'activité économique au Canada vers la fin de 2009 serait un feu de paille, ils ont vite été déçus et la croissance a été encore plus forte au début de l'année. Le PIB national réel a progressé au rythme impressionnant de 6,1 % au premier trimestre de 2010, dépassant la hausse de 4,9 % du trimestre précédent, déjà fort respectable. Le marché du travail a apporté de nouvelles preuves de cette vigueur, puisque la création d'emplois s'est accélérée. Les dernières statistiques ont confirmé que toutes les provinces ont maintenant renoué avec la croissance, dissipant la crainte que certaines restent dans l'ombre. Les reprises économiques se manifestent rarement également et simultanément dans tous les secteurs de l'économie ou toutes les régions d'un pays, et la reprise en cours ne déroge pas à la règle. Si une certaine léthargie se manifeste assez naturellement dans les premiers stades de ce cycle haussier dans des provinces comme l'Alberta, la croissance vigoureuse qui s'est poursuivie un deuxième trimestre de suite à l'échelle nationale (et même continentale) les a toutes revigorées.

Il n'empêche que le rythme de croissance varie considérablement et que cette divergence devrait se prolonger tout au long de l'année. Pour reprendre la formule employée par le Fonds monétaire international pour caractériser l'économie mondiale, une reprise à plusieurs vitesses prend forme dans les provinces canadiennes. Il est intéressant de souligner que les économies qui devraient connaître la plus forte croissance en 2010 (Terre-Neuve-et-Labrador, Saskatchewan, Ontario, Colombie-Britannique et Québec) sont, dans l'ensemble, celles qui se sont le plus fortement contractées l'an dernier, à quelques exceptions près. À l'inverse, les économies qui ont le moins souffert de la récession (Île-du-Prince-Édouard, Manitoba, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick) seront probablement les lanternes rouges.

La présente mise à jour de nos prévisions comprend les révisions des estimations de croissance que nous avons formulées pour 2009 après la publication, en avril, des chiffres préliminaires de Statistique Canada pour le PIB provincial réel par secteur. Si nos estimations pour 2009 divergent un peu de celles de Statistique Canada, c'est parce qu'elles sont établies différemment (le PIB réel est calculé en termes de dépenses à partir des comptes provinciaux). Statistique Canada a reporté à l'automne la publication du PIB estimatif en termes de dépenses de 2009.

En ce qui concerne nos prévisions pour 2010, cette mise à jour contient plusieurs révisions de la croissance à la hausse par rapport à nos *Perspectives provinciales* de mars (et aucune à la baisse). Les révisions les plus fortes concernent le Québec (de 2,8 % à 3,5 %), l'Alberta (de 2,5 % à 3,1 %), l'Ontario (de 3,3 % à 3,8 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (de 2,1 % à 2,6 %).

La situation est inverse pour 2011, puisque nous avons abaissé presque toutes nos prévisions en fonction d'un report de la croissance à 2010. La plupart des révisions à la baisse ont été modestes (entre 0,1 et 0,4 point de pourcentage),

**Paul Ferley**  
Économiste en chef adjoint  
(416) 974-7231  
paul.ferley@rbc.com

**Robert Hogue**  
Économiste principal  
(416) 974-6192  
robert.hogue@rbc.com

**David Onyett-Jeffries**  
Économiste  
416-974-6525  
david.onyett-jeffries@rbc.com

mais quand même plus importantes pour l'Ontario et la Nouvelle-Écosse. Terre-Neuve-et-Labrador a été la seule exception, car les dépenses en immobilisations projetées pour l'année s'annonçant plus élevées, nous avons légèrement relevé le taux de croissance de la province.

### Colombie-Britannique – Une reprise généralisée prend forme

C'est incroyable comme les choses changent en un an ! En 2009, à la même époque, la Colombie-Britannique peinait à extirper son économie de la plus forte récession qu'elle ait connue depuis 1982, plusieurs de ses secteurs industriels étaient à bout de souffle et le chômage grimpait en flèche. Au printemps 2010, la situation est beaucoup plus rose. Les Jeux olympiques d'hiver ont eu un effet positif, c'est indéniable, mais l'amélioration s'est poursuivie après février. Les indicateurs économiques montrent aujourd'hui qu'une reprise assez généralisée s'installe dans la province et que la croissance, évaluée à environ 3,5 % pour l'ensemble de l'année (inchangée par rapport à nos *Perspectives provinciales* de mars), sera probablement la plus vigoureuse depuis 2006. Mieux encore, cette reprise devrait durer et se prolonger jusqu'en 2011, en restant dans l'ensemble aussi soutenue.

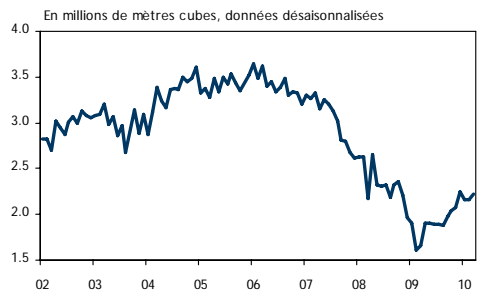
La résurrection du secteur des produits forestiers après des années d'agonie est l'un des faits nouveaux les plus réjouissants observés dans l'économie provinciale de cette année. Le marché du bois débité de résineux, en particulier, profite enfin de conditions de marché qui donnent des signes d'amélioration, avec des prix qui ont récemment culminé à des sommets inégalés depuis quatre ans. La production de bois d'œuvre, qui avait commencé à s'effondrer au début de 2006 pour tomber à un creux jamais vu en 19 ans au printemps dernier, remonte – tout en restant inférieure à ce qu'elle était dans le passé. Les producteurs de pâte à papier jouissent, eux aussi, de marchés bien plus solides, et les prix ont atteint des records au cours des derniers mois. Par contre, la vigueur des prix des extrants n'a toujours pas ranimé le secteur du papier journal de la province, dont la production continue de baisser. Quoi qu'il en soit, le secteur des produits forestiers britanno-colombien a probablement franchi un cap décisif et il devrait être stimulé dans les prochains mois par le raffermissement de l'économie mondiale et par le secteur résidentiel américain qui continue de se rétablir.

La reprise devrait avoir un effet très bénéfique sur les exportations de la province, gravement atteintes par la dernière récession. Des hausses dans les secteurs minier – dont les marchés mondiaux ont fortement rétréci l'an dernier – et de l'énergie devraient aussi avoir un effet positif.

Sur le marché intérieur, l'économie est fortement soutenue par les mesures de stimulation économique de tous les paliers de gouvernement. Comme ailleurs au Canada, les travaux sur les édifices publics et d'infrastructures créent beaucoup d'animation dans la construction non résidentielle. Les taux d'intérêt exceptionnellement bas ont joué un rôle dans la remontée spectaculaire du marché immobilier résidentiel de la province, l'an dernier. Le rythme trépidant des reventes de logements a commencé à ralentir ces derniers temps, mais les effets positifs continuent de se faire sentir dans la construction neuve. Une certaine modération est attendue plus tard dans l'année, car l'entrée en vigueur de la TVH le 1<sup>er</sup> juillet devrait provoquer une accalmie de la demande.

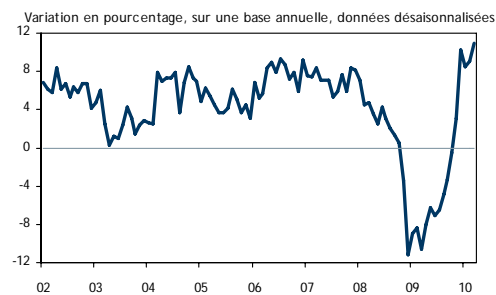
Le redressement de leur économie et l'accumulation des hausses d'emplois ont redonné de l'énergie aux consommateurs. Reprenant confiance, ils recommencent à fréquenter les centres commerciaux, tout en hésitant depuis quelque

Colombie-Britannique - Production de bois d'œuvre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - Ventes au détail



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

temps à acheter des véhicules automobiles neufs. Les ventes au détail ont pratiquement rattrapé les pertes subies pendant la récession. Leur croissance cette année devrait être la plus forte (7,2 %) depuis 2007, grâce en partie aux Jeux olympiques de 2010.

On peut donc dire que, globalement, l'économie de la Colombie-Britannique est bien partie pour connaître une croissance de 3,5 % en 2010, ce qui est respectable et constitue une nette amélioration par rapport à sa contraction de 2,4 % de l'an dernier. La croissance devrait devenir plus modérée l'an prochain, à 3,3 %.

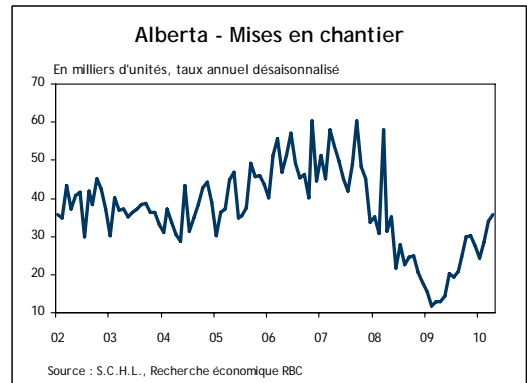
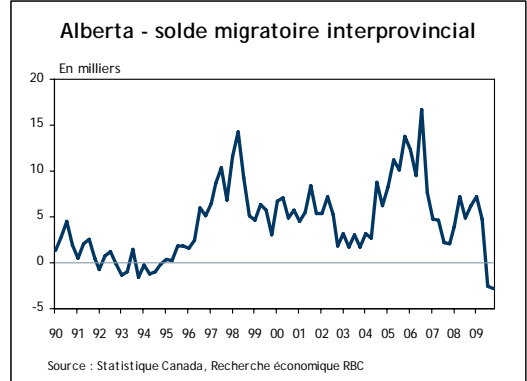
### Alberta – Une montée en régime

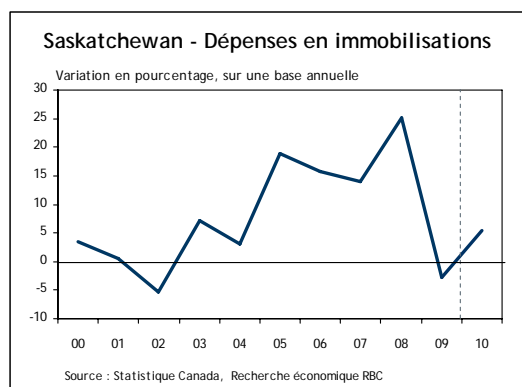
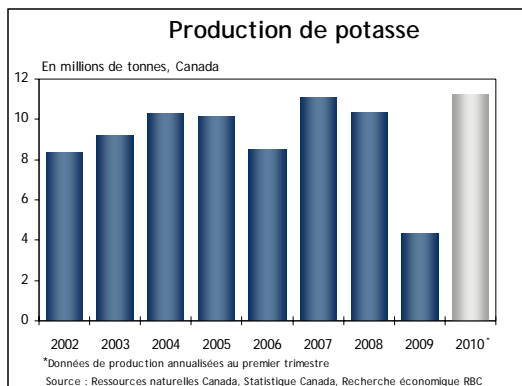
Les craintes que l'Alberta reste à l'écart de la reprise se sont finalement dissipées, car des signes de regain de l'activité deviennent plus visibles. Les secteurs clés qui étaient en perte de vitesse l'année dernière, comme la construction et les investissements, ont redémarré. Il faut se rappeler que la récession avait asséné un coup particulièrement violent à l'économie de la province, qui s'était contractée pour la première fois depuis 1986. Le ralentissement a même été encore plus prononcé en 2009 que nous ne l'avions cru. Après la publication, en avril, des estimations préliminaires du PIB provincial réel par secteur de 2009 de Statistique Canada, nous avons abaissé notre prévision de décroissance de -3,7 % dans les *Perspectives provinciales* de mars à -4,5 %. Le marasme dans lequel se sont enfoncés la construction résidentielle, les services pour le secteur pétrolier et gazier, la fabrication de machinerie et le commerce de détail avait eu des effets particulièrement dévastateurs.

Heureusement, il apparaît de plus en plus que les secteurs malchanceux n'érodent plus la croissance. Parmi ces secteurs on compte en tout premier le secteur immobilier résidentiel, dans lequel la forte reprise des activités de revente l'an dernier a fait redémarrer la construction de maisons et d'appartements neufs. Le rythme des reventes ralentit depuis quelques mois, mais les mises en chantier continuent pour le moment d'augmenter rapidement et les chiffres atteints au printemps étaient environ trois fois plus élevés qu'il y a 12 mois. La vigueur dépassant les attentes, nous avons ajouté 5 000 unités à nos prévisions, ce qui porte à 32 600 le nombre de mises en chantier projeté pour l'Alberta en 2010.

Du côté de l'investissement non résidentiel, l'intérêt s'est ravivé pour le secteur pétrolier et gazier albertain – ce qui s'explique par l'amélioration du marché et par les modifications apportées récemment au programme de redevances de la province, qui a restauré la compétitivité de l'Alberta par rapport à d'autres territoires. Le prix et les superficies des terrains vendus en vue d'une mise en valeur augmentent depuis le début de l'année. Le nombre de licences accordées pour l'exploitation des sables pétrolifères et de gisements classiques est aussi plus élevé que l'an dernier. Les forages ont fortement augmenté cet hiver par rapport à leurs creux, et le secteur s'attend à ce que l'intensité de cette activité se maintienne jusqu'à la fin de l'année. Comme les grands projets d'exploitation des sables pétrolifères continuent de progresser, les investissements non résidentiels devraient augmenter fortement.

Enfin, la consommation se ranime. Les ventes au détail ont fortement redécollé au cours du premier trimestre de 2010, particulièrement chez les concessionnaires de voitures neuves dont les ventes (en nombre de véhicules) ont enregistré la plus forte hausse depuis le milieu de 2006. L'an dernier, les ven-





tes au détail avaient baissé en Alberta plus que dans les autres provinces, mais c'est là qu'elles devraient augmenter le plus rapidement cette année.

Il est clair que l'économie albertaine remonte en régime, mais la reprise ne s'est pas encore répercutée nettement sur le marché du travail. Globalement, l'emploi a stagné l'an dernier, et le taux de chômage reste près de son sommet le plus élevé depuis 14 ans, quoique des signes positifs aient émergé en mai. Cette léthargie – d'autant plus frappante que les perspectives s'améliorent visiblement ailleurs au Canada – semble avoir terni l'attrait que la province exerce sur les autres Canadiens. Le solde migratoire interprovincial net de l'Alberta est devenu déficitaire au cours des derniers trimestres, une première depuis 1994. Mais quand la reprise s'accélénera dans les prochains mois, l'emploi augmentera régulièrement, ce qui contribuera à rétablir les flux migratoires positifs.

Dans l'ensemble, les perspectives pour l'Alberta semblent un peu meilleures que ne l'annonçaient les prévisions de mars, et nous avons relevé la croissance de son PIB réel de 2,5 % à 3,1 % en 2010. Nous projetons même une croissance encore plus forte de 4,2 % (révisée à la baisse par rapport à une estimation antérieure de 4,4 %) pour l'an prochain, quand la reprise se généralisera et gagnera les autres secteurs d'activités.

## Saskatchewan – Fertiliser la croissance

L'affaiblissement des marchés des produits de base et, plus particulièrement, la baisse de la demande de potasse presque tout au long de 2009, ont fait régulièrement baisser les projections de croissance économique de la Saskatchewan. Les estimations préliminaires du produit intérieur brut réel par province pour 2009 publiées récemment ont cependant démontré que ces réductions des prévisions n'avaient pas été assez fortes ! Nous avons donc encore abaissé notre taux de décroissance, à -5,4 %, ce qui est nettement pire que la baisse déjà considérable de 3,0 % de nos *Perspectives provinciales* de mars. Ce recul encore plus marqué ne nous empêche pas d'anticiper une forte reprise de l'économie provinciale cette année et l'an prochain.

Si le marché de la potasse a été léthargique l'an dernier, c'est essentiellement parce que la détérioration de la conjoncture économique mondiale et les prix élevés qui ont suivi la forte augmentation en 2008 ont fait baisser la demande mondiale d'engrais. La production canadienne de potasse (dominée par la Saskatchewan) avait chuté de près de 60 % en 2009, mais comme les prix ont baissé récemment, que l'activité mondiale reprend et que les agriculteurs doivent recommencer à fertiliser les sols, elle a amorcé une forte reprise de près de 200 % au premier trimestre par rapport à l'an dernier. La hausse pourrait ralentir dans les mois qui viennent, mais l'activité semble prête à effacer la baisse de 2009.

La hausse de la demande mondiale devrait faire monter les prix de divers produits énergétiques importants pour l'économie de la Saskatchewan, comme le pétrole et l'uranium. La reprise de la demande sera probablement assez timide cette année, mais s'affirmera en 2011. L'augmentation des prix des produits de base encouragera la production de ressources naturelles de la province, ce qui fera grimper les revenus d'exportation et remplira les coffres de la province. Cette amélioration favorisera aussi une hausse des dépenses d'investissement. À preuve, une enquête sur les investissements privés et publics réalisée plus tôt cette année par Statistique Canada indiquait que les investissements des sociétés, qui avaient stagné en 2009, devraient augmenter de 5,5 % cette an-

née. Cette évolution positive des investissements a été renforcée au printemps quand un grand producteur de potasse de la Saskatchewan a annoncé qu'il investirait plus de 1 milliard de dollars au cours de la seule année 2010 pour agrandir ses installations dans la province. Cela pourrait faire grimper davantage les dépenses en immobilisations. Par ailleurs, si, comme nous le prévoyons, les prix des ressources naturelles continuent de grimper, les investissements pourraient croître encore plus en 2011, pour accroître les capacités de production non seulement de la potasse, mais aussi d'autres ressources naturelles.

D'après des rapports récents, le rétablissement économique se poursuit. Les ventes au détail, par exemple, ont augmenté de 4,3 % au premier trimestre de 2010, comparativement à 2,6 % au quatrième trimestre et à une baisse au cours des trois premiers trimestres de 2009. La hausse du côté de l'emploi a été plus timide, cependant, de 0,6 % seulement en avril et mai, ce qui est à peine mieux que la progression de 0,5 % enregistrée au premier trimestre et le très faible gain de 0,1 % du dernier trimestre de 2009. Nous supposons dans nos prévisions que la tendance à la hausse se poursuivra et que l'emploi progressera de 1,8 % en 2010 et de 2,8 % en 2011. La remontée du marché du travail et l'augmentation des dépenses en immobilisations devraient porter la croissance à 3,8 % cette année et à 4,4 % en 2011, ce qui non seulement ramènera la Saskatchewan au-dessus des moyennes nationales des deux années (respectivement de 3,6 % et de 3,5 %), mais la placera aussi devant les autres en 2011.

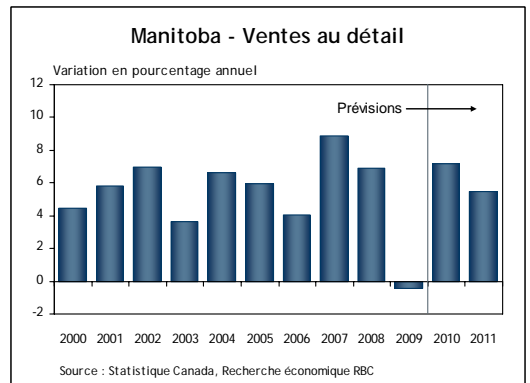
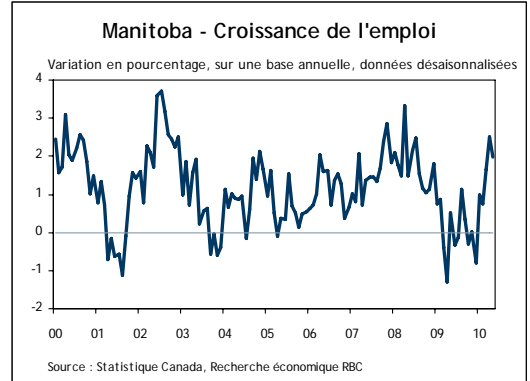
## Manitoba – Départ en trombe en 2010

L'économie manitobaine a continué de donner des signes de fort rebondissement au début de 2010. La croissance de l'emploi a été impressionnante, avec une progression de 2 à 2,5 % en avril et mai par rapport à l'année précédente. Cette embellie a eu probablement un effet décisif sur le rétablissement rapide des ventes au détail, qui ont progressé de 8,2 % d'une année à l'autre au premier trimestre.

Devant la vigueur inattendue de ce début de 2010, nous avons relevé notre prévision de croissance cette année à 2,9 % au lieu de 2,5 % comme nous l'annoncions dans nos *Perspectives provinciales* de mars. Cela représente cependant le devancement à cette année d'une partie de l'activité projetée pour l'an prochain puisque nous avons réduit légèrement, de 0,3 point de pourcentage, à 3,7 %, notre prévision de croissance pour 2011.

La révision à la hausse de la croissance a été freinée par des indications selon lesquelles les investissements baisseront probablement de 1,5 % cette année après avoir augmenté d'environ 5 % en 2009. L'augmentation des dépenses en immobilisations en 2009 découlait des investissements dans un certain nombre de grands projets comme le pipeline Keystone. Bien que, globalement, la croissance du PIB de la province en 2009 soit estimée à -0,1 %, les dépenses en immobilisations et la vigueur du secteur de la fabrication, qui a mieux résisté que dans d'autres provinces, ont permis à l'économie provinciale de dépasser nettement l'économie nationale, qui s'est repliée de 2,5 %. Cependant, la fin de plusieurs de ces grands projets en 2010 sera un frein à la croissance du PIB cette année.

Cette année et l'an prochain, la croissance devrait être soutenue par le redressement graduel du secteur de la fabrication. Les ventes du secteur n'affichent pas encore de hausses durables, mais les baisses sont devenues plus modérées récemment. Les économies américaines et des autres provinces canadiennes devraient se redresser d'ici la fin de 2010 et l'an prochain, et la demande des



principaux produits fabriqués au Manitoba, comme le matériel de transport (en particulier pour l'industrie aéronautique et les autobus) et le matériel et l'outillage, fera sans doute progresser les ventes.

La croissance du PIB devrait aussi être soutenue en 2010 et 2011 par les marchés des métaux communs, qui remonteront de leurs creux de l'an dernier. Les effets positifs de la production minière seront encore renforcés par la mise en production de nouvelles mines. La reprise du marché des métaux a encouragé la mise en valeur de nouvelles ressources minières dans la province et une augmentation des investissements est à prévoir cette année et l'an prochain.

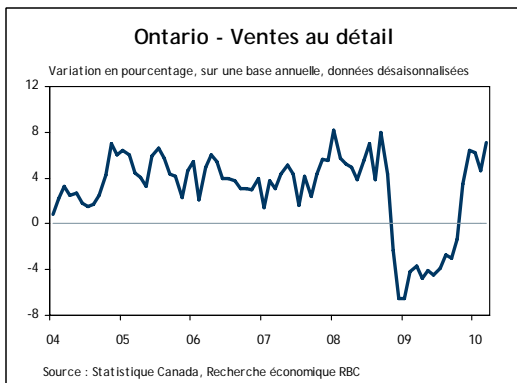
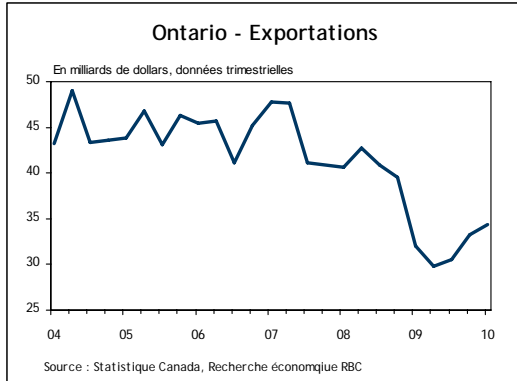
## Ontario - Retour dans la voie rapide

L'économie ontarienne a abordé 2010 avec une vigueur toute nouvelle et manifesté un élan que l'on n'avait pas vu depuis près de six ans. La croissance avait fait sa réapparition l'été dernier, mais toute sa force a éclaté vers la fin de l'année, et le PIB réel de la province a grimpé à un rythme annualisé de 6,3 % au quatrième trimestre (d'après les chiffres du ministère des Finances de l'Ontario) grâce à l'augmentation des exportations, de l'investissement résidentiel et des dépenses des consommateurs et du secteur public. Différents indices montrent que cet élan s'est poursuivi sans faiblir au début de 2010. Les principaux secteurs de soutien de l'économie continuent de se ressaisir grâce à la hausse de la demande de l'autre côté de la frontière et aux importants programmes de relance budgétaire et de détente monétaire. Ce début impressionnant annonce que l'économie sera plus vigoureuse que prévu précédemment en 2010, et nous avons donc relevé notre prévision de croissance à 3,8 %, comparativement à 3,3 % dans les *Perspectives provinciales* de mars, ce qui sera la croissance annuelle la plus forte que la province ait connue depuis 10 ans.

On pardonnera toutefois aux Ontariens de ne pas se laisser transporter de joie pour le moment. La récession a ravagé la province et les dégâts ne sont pas encore complètement réparés. L'activité dans les principaux secteurs – notamment, dans la fabrication – est encore très loin d'être rétablie et le taux de chômage, qui a atteint l'été dernier un niveau inégalé depuis 16 ans, ne recule que très lentement. La province n'a récupéré qu'environ 60 % des 250 000 emplois perdus pendant la récession. Elle est aussi entrée dans le club des « pauvres » du programme de péréquation, parce que son gouvernement prévoit des déficits records et un retour lent à l'équilibre budgétaire (huit ans). La population a donc besoin d'un peu plus de temps pour se convaincre que la reprise est là et pour en profiter.

Une croissance soutenue accomplira des merveilles cependant et convaincra plus sûrement la population que l'économie est vraiment sortie de l'ornière plus tard cette année, lorsque l'activité aura rattrapé tout le terrain perdu pendant la récession. Des progrès devraient se manifester sur plusieurs fronts. Du côté du commerce extérieur, les exportations devraient généralement profiter du rétablissement de l'économie américaine. La demande américaine de véhicules automobiles, par exemple, a repris modérément depuis l'automne et devrait continuer de croître. Une hausse de cette demande encouragera la construction d'automobiles dans la province, qui a jusqu'à présent récupéré environ les trois quarts des pertes subies en cours de l'effondrement en 2008 et au début de 2009.

Sur le marché intérieur, le secteur de la construction devrait rester le principal moteur de la reprise. Les investissements par tous les paliers de gouvernement stimuleront la construction non domiciliaire, et les travaux financés par le plan



d'action du gouvernement fédéral – et par des contributions équivalentes de la province et des municipalités – seront menés à un train d'enfer pendant cette période de construction pour respecter la date limite de mars 2011. Par contre, l'investissement résidentiel ralentira probablement un peu au deuxième semestre de l'année, mais restera quand même bien au-dessus des creux de l'année dernière. Les consommateurs reprenant de plus en plus confiance, les dépenses des ménages devraient continuer de progresser. Les achats de services pourraient toutefois traverser une zone de turbulence après la mise en place de la TVH. De nombreux services seront en effet taxés pour la première fois au niveau provincial. En 2010, on prévoit que les ventes au détail augmenteront à leur rythme le plus rapide (5,5 %) depuis 2002, mais cette progression sera inférieure à la moyenne nationale.

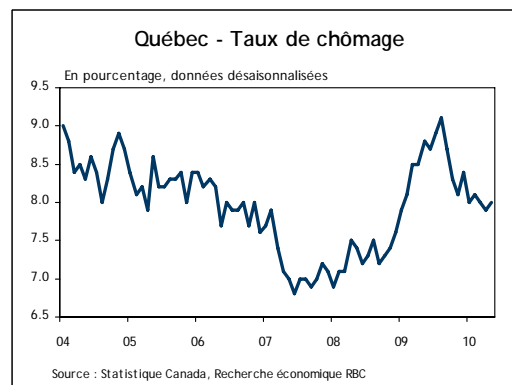
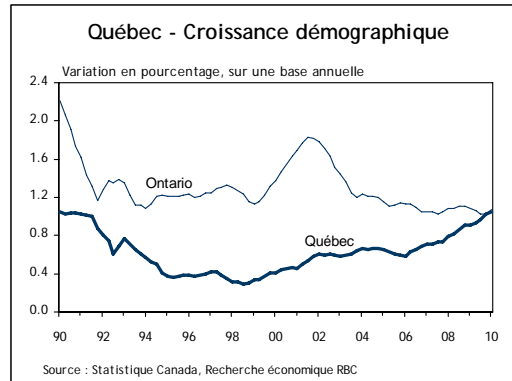
La TVH éveillera probablement certaines appréhensions au début, mais l'adoption d'une taxe à la valeur ajoutée rendra le système de taxation plus efficace sur le plan économique et améliorera la compétitivité des entreprises ontariennes en abaissant leurs coûts dans la province. Les avantages de ce système de taxation se manifesteront à moyen et à long terme, mais l'une de ses conséquences à court terme sera une petite hausse ponctuelle de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario.

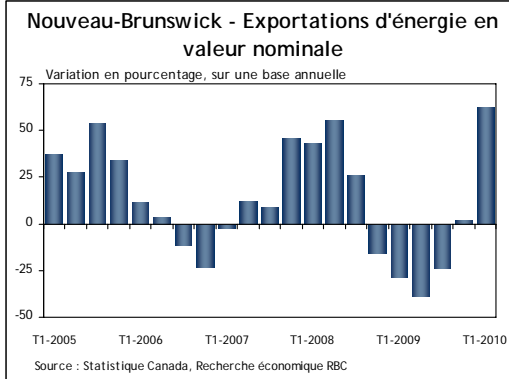
L'économie provinciale devrait conserver en 2011 la plus grande partie de sa vigueur retrouvée, mais nous anticipons maintenant un certain ralentissement de la croissance et nous révisons le taux légèrement à la baisse, à 3,5 % comparativement à 4,1 % en mars.

## Québec – La reprise se généralise

Le Québec a émergé de la récession avec moins de plaies que beaucoup d'autres provinces et son économie a terminé 2009 en force. Selon les chiffres de l'*Institut de la statistique du Québec*, le PIB réel de la province a progressé au quatrième trimestre à un rythme (5,2 %, en chiffre annualisé) qu'elle n'avait plus connu depuis le milieu de 2007. Cette progression a probablement ralenti un peu au début de l'année, mais jusqu'à présent, les indices montrent que la reprise se propage à tous les secteurs de l'économie. Alors que la croissance au quatrième trimestre avait été assurée principalement par des programmes de stimulation de grande envergure et par la remontée de l'activité immobilière résidentielle et minière, elle a été renforcée au premier trimestre par une reprise de l'activité dans les services et divers secteurs industriels. Dans le secteur des services, le commerce de gros et de détail, le transport et les services professionnels ont enregistré de fortes hausses. Dans celui de la fabrication, les affaires se sont améliorées pour les producteurs de machinerie, de meubles et de produits du bois, entre autres. Des signes encourageants sont apparus même pour les fabricants de papier, en difficulté depuis des années, qui semblent remonter la pente (et poursuivront leur ascension, espérons-le).

La généralisation de la reprise sera particulièrement importante plus tard dans l'année et l'an prochain, lorsque les programmes de stimulation économique seront progressivement retirés. La croissance dépendant moins des mesures de relance, l'économie québécoise devrait supporter sans trop souffrir le retour à un environnement plus « normal ». Il n'en reste pas moins que les taux d'intérêt exceptionnellement bas (même s'ils montent) et les investissements dans les infrastructures qui culmineront cette année devraient continuer de soutenir l'activité économique en 2010.





L'immobilier résidentiel est l'un des secteurs qui ont été particulièrement avantagés par la faiblesse des taux. Les reventes de maisons et d'appartements ont rebondi des creux de l'an dernier et atteint des records cet hiver (elles ont toutefois un peu baissé en avril). Le resserrement du marché qui en a résulté a porté les prix à des sommets jamais vus. Constatant la vigueur de la demande et la pénurie de logements à vendre, les constructeurs de la province sont entrés en action. La construction de logements neufs a considérablement augmenté et les mises en chantier sont revenues à leurs niveaux de 2004 à 2007. Et comme les permis de construire ont aussi fortement augmenté récemment, les mises en chantier devraient rester vigoureuses à court terme. Il est intéressant d'observer que si l'activité immobilière est stimulée en premier par les taux d'intérêt, elle l'est aussi certainement par la croissance démographique. La population progresse et la hausse est actuellement la plus forte que le Québec ait connue depuis 1991. Le taux de croissance est même comparable à celui de l'Ontario, ce qui ne s'était pas vu depuis 1976 !

Pendant ce temps, des perspectives d'emploi plus positives contribuent à restaurer la confiance des consommateurs. Le marché du travail a récupéré tous les emplois perdus pendant la récession et en a même créé de nouveaux. Depuis le pic de 9,1 % atteint en août dernier, le taux de chômage au Québec a baissé plus vite que partout ailleurs au Canada, donnant aux ménages le sentiment que des temps plus prospères sont de retour pour de bon. Les acheteurs motivés ont repris le chemin des centres commerciaux et des concessionnaires automobiles. Les ventes au détail devraient enregistrer cette année leur plus forte croissance depuis 1999.

Globalement, la croissance de l'économie québécoise devrait être nettement positive cette année, de 3,5 %, alors qu'elle s'était contractée de 1,2 % en 2009 (prévisions révisées par rapport à 2,8 % et -1,7 % respectivement, dans les *Perspectives provinciales* de mars). Mais elle devrait ralentir un peu en 2011 à 3,3 % (estimation antérieure de 3,5 %), pendant que l'économie s'ajustera au retrait des mesures de stimulation.

## Nouveau-Brunswick — Prêt pour un redémarrage de la croissance

Après une année 2009 difficile au cours de laquelle la faiblesse des conditions extérieures et la mollesse des marchés des produits de base ont provoqué une contraction de 0,5 %, l'économie de la province devrait redémarrer en 2010 et enregistrer une croissance de 2,4 % (chiffre inchangé par rapport aux prévisions des *Perspectives provinciales* de mars). Depuis le début de l'année, le Nouveau-Brunswick a déjà profité du raffermissement des marchés des produits de base et d'une augmentation de la demande américaine. Les livraisons du secteur de la fabrication ont progressé de près de 16 % au premier trimestre grâce à une forte hausse des biens non durables, tandis que les exportations nominales ont fait un bond phénoménal de 35 %, propulsées par une augmentation de 52 % des produits énergétiques (grâce en grande mesure à un trimestre complet de production du terminal de regazéification Canaport LNG), et des hausses des produits forestiers, des matériaux et biens industriels et des produits de l'automobile. Sur le marché intérieur, l'emploi reste pour le moment plutôt stagnant, mais les salaires ont continué de progresser. Les revenus après impôt que cela laisse aux consommateurs ont été renforcés par la deuxième phase de la réforme de l'impôt sur le revenu qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Cet accroissement s'est traduit par de solides hausses des ventes au détail, en priorité de véhicules neufs. La construction résidentielle a



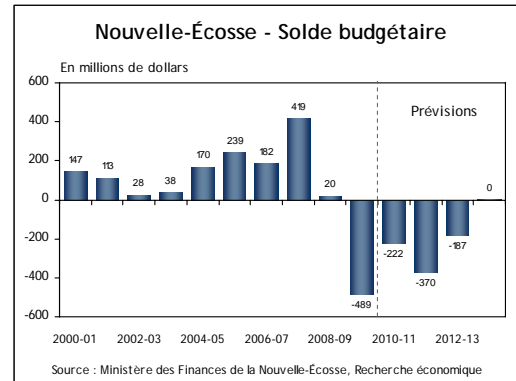
commencé à donner des signes de fléchissement, avec une baisse du nombre des mises en chantier et des permis de construire, mais la construction non résidentielle reste vigoureuse (hausse de 2,9 % au cours du trimestre) grâce au programme d'infrastructures de 1,6 milliard de dollars sur deux ans compris dans le plan de relance du gouvernement.

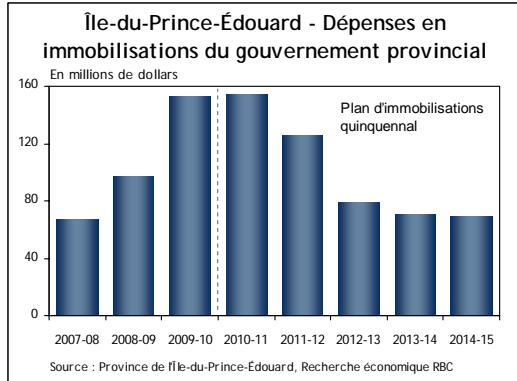
La demande de biens et de services devrait grimper au fil des jours et soutenir la création d'emplois et la hausse des revenus, ce qui aura un effet bénéfique sur l'immobilier et sur les dépenses de consommation. Les exportateurs de la province profiteront du redressement de l'économie américaine qui se poursuivra. En 2011, le soutien économique massif assuré par le gouvernement pendant la récession diminuera peu à peu, car la province veut éliminer son déficit budgétaire en 2014-2015. Ce changement de politique pourrait ralentir la croissance économique globale, mais il sera probablement largement compensé par la contribution du secteur privé, qui sera plus vigoureux. Le secteur primaire et le secteur de la fabrication devraient notamment continuer de prendre de l'expansion lorsque l'économie américaine s'accélélera. Cependant, comme la province n'a pas de grands projets de construction en vue, cela devrait enlever un élément de soutien à la croissance dont les effets seront plus profonds que prévu. Nous abaissons donc notre prévision de croissance pour 2011 à 2,9 % au lieu de 3,3 % comme dans nos *Perspectives provinciales* de mars.

### Nouvelle-Écosse – Des écueils droit devant

Bien que la Nouvelle-Écosse ait mieux réussi que la plupart des autres provinces l'an dernier, son économie s'est tout de même contractée, de 0,3 % (révisé à la baisse par rapport à nos *Perspectives provinciales* de mars où nous parlions de stagnation). L'économie interne, malgré sa résilience, n'a pu compenser les dommages que le commerce extérieur a subis, détraqué par la léthargie de la demande nationale, la faiblesse des prix des produits de base et la baisse de production des gisements de gaz naturel marins qui parviennent à maturité. Heureusement, certains signes indiquent que l'économie reprend de l'élan cette année en dépit de la faiblesse de certains secteurs. La production d'énergie, par exemple, continue de reculer, ce qui a fait baisser de près de 50 % (en termes nominaux) les exportations d'énergie du premier trimestre. Et comme le démarrage de la production de Deep Panuke est reporté à l'an prochain, la production devrait continuer de faiblir cette année. Le rétablissement de l'économie américaine et l'augmentation des prix des produits de base embellissent cependant les perspectives pour les autres grands produits d'exportation de la province (dont les pneus et le papier journal) en 2010.

Sur le plan intérieur, la hausse constante des salaires a fortement soutenu le secteur de la vente au détail au premier trimestre (hausse de 2,9 %), et comme l'économie devrait créer des emplois tout au long de l'année, la croissance des dépenses de consommation restera sûrement positive. Les mêmes facteurs devraient aussi soutenir le marché immobilier résidentiel après la léthargie de 2009 ; cependant, la hausse de deux points de pourcentage de la TVH en juillet et l'ajout d'une tranche supplémentaire dans la fourchette d'imposition des revenus élevés annoncé dans le budget de 2010 freineront les dépenses de consommation et l'activité immobilière. Le gouvernement provincial continuera de soutenir l'investissement non résidentiel avec un programme d'infrastructures d'environ 700 millions de dollars. Ces dépenses ajoutées aux projets de moyenne envergure en cours compenseront partiellement la fin des travaux de construction à Deep Panuke. Nous prévoyons pour la Nouvelle-





Écosse un taux de croissance de 2,2 % en 2010 (inchangé par rapport à nos prévisions dans les *Perspectives provinciales* de mars), la croissance la plus faible de toutes les provinces.

Après 2010, le grand événement pour la province sera le début de la production de gaz naturel de Deep Panuke en 2011. L'augmentation de la capacité et des prix favorables pourraient faire grimper la production de 60 % et entraîner une hausse comparable des exportations. Le raffermissement de la demande des États-Unis devrait avoir aussi des effets positifs sur les autres secteurs d'exportations, ce qui contribuera à accélérer la hausse de l'emploi. Par contre, le resserrement budgétaire que provoqueront les augmentations d'impôt cette année, la disparition des mesures de stimulation économique des gouvernements fédéral et provincial et la pause attendue dans les dépenses en immobilisations du secteur privé seront de vrais écueils pour l'économie de la Nouvelle-Écosse en 2011. Nous avons donc abaissé nos prévisions de croissance pour le PIB réel l'an prochain à 2,1 % au lieu de 2,9 % dans nos *Perspectives provinciales* de mars.

## Île-du-Prince-Édouard – Toujours portée par la vague de dépenses publiques

L'Île-du-Prince-Édouard a été la seule province canadienne à échapper à une contraction économique en 2009, où l'on estime que son PIB réel a réussi à gagner 0,2 %. La forte croissance des revenus du travail a soutenu le marché immobilier résidentiel (c'est la seule province où les mises en chantier ont augmenté) et le programme de projets d'infrastructures du gouvernement a largement compensé la chute de l'investissement non résidentiel privé. Le marché de l'emploi se porte très bien depuis le début de l'année ; l'économie a ajouté 900 emplois et les salaires ont augmenté au premier trimestre, ce qui a permis au secteur de la vente au détail d'enregistrer des gains solides. La croissance de l'emploi devrait dans l'ensemble rester soutenue dans la province et dépasser le reste du pays cette année (en pourcentage).

Le secteur public continuera d'être le grand pourvoyeur de travail dans la construction puisqu'il entamera la deuxième année de son programme de dépenses en immobilisations de 500 millions de dollars sur cinq ans, qui sera aussi l'année où les dépenses seront les plus importantes. Des dépenses d'une telle ampleur dans le secteur non résidentiel devraient largement compenser le ralentissement prévu de l'investissement résidentiel. Côté négatif, la faiblesse du secteur agroalimentaire traditionnel (qui représente plus de 50 % des exportations de marchandises de la province) devrait persister. Deux grands producteurs de produits alimentaires ont réduit leurs achats de pommes de terre récemment à cause de la médiocrité de la demande américaine. Nous prévoyons globalement un taux de croissance de 2,6 % en 2010 pour la province (une hausse par rapport au taux de 2,1 % annoncé dans les *Perspectives provinciales* de mars), un point de pourcentage inférieur à la moyenne nationale.

En 2011, la poursuite des investissements dans des projets d'infrastructures et la hausse des investissements du secteur privé devraient servir de base solide au maintien de la croissance. Ces facteurs positifs seront renforcés par une reprise de la demande mondiale des ressources agricoles de la province, la vigueur soutenue de l'industrie aéronautique et technologique naissante et un accroissement du tourisme. Le PIB réel de l'île devrait légèrement augmenter, à 2,8 % (en baisse par rapport à notre prévision antérieure de 3,2 %), ce qui demeurera inférieur à la moyenne nationale.

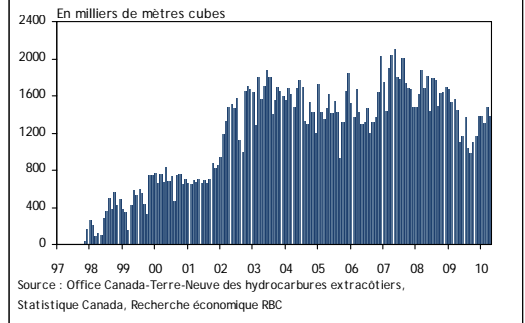
## Terre-Neuve-et-Labrador – Retour de la vitesse

L'année 2009 a vraiment été atroce pour Terre-Neuve-et-Labrador. La forte baisse de la production de pétrole brut, de minerais métalliques (en grande partie à cause d'un long conflit de travail) et de produits forestiers (à la suite de la fermeture d'une grande usine de fabrication de papier au début de l'année) ont provoqué la pire contraction économique du pays, évaluée à -9,5 % (forte révision à la baisse par rapport à l'évaluation de -4,5 % annoncée dans les *Perspectives provinciales* du mois de mars). Le changement d'année a apporté la promesse d'un retour de la croissance, et la province devrait faire volte-face et prendre la tête du pays avec une croissance prévue de 4,1 % cette année (inchangée). La production pétrolière devrait continuer de ralentir sur les trois principaux sites d'extraction marins qui arrivent à maturité, mais elle sera compensée à partir de juin par la mise en exploitation du gisement satellite North Amethyst. La demande plus forte de produits raffinés devrait également faire grimper la production de la raffinerie de Come-by-Chance, ce qui devrait se traduire par une hausse des exportations globales d'énergie de la province. Le secteur d'extraction de minerais métallifères devrait aussi afficher une forte croissance avec l'accroissement des capacités de production de minerai de fer et la remise en exploitation de la mine de nickel.

L'économie intérieure, qui s'est remarquablement bien comportée en 2009, continuera d'être une source de vigueur en 2010 et 2011. Le marché du travail de la province a réalisé des gains impressionnants au cours des premiers mois de 2010, enregistrant même la plus forte hausse mensuelle en 12 ans en mai. Ces progrès sont bons pour le secteur du détail, qui a affiché une hausse solide de 4,1 % au premier trimestre, et pour la construction résidentielle, qui s'est maintenue à des niveaux élevés. L'investissement non résidentiel devrait apporter un soutien important à l'activité économie intérieure cette année, puisque l'enquête sur les investissements privés et publics réalisée plus tôt cette année a indiqué que sa progression serait la plus forte du pays, avec une hausse spectaculaire de 31,2 %.

Ce rythme effréné devrait ralentir en 2011, mais la poursuite des investissements dans les secteurs des mines et de l'énergie, et la légère augmentation de la production de pétrole brut grâce à une année complète de production du gisement satellite North Amethyst aideront le PIB réel de la province à atteindre 2,3 % (révisé en hausse par rapport à notre prévision de 2,1 % dans nos *Perspectives provinciales* de mars).

Terre-Neuve-et-Labrador - Production pétrolière extracôtière



## Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	08	09	10	11	08	09	10	11	%				Milliers				08	09	10	11	08	09	10	11
T.-N. & L.	0,5	-9,5	4,1	2,3	1,5	-2,4	2,4	1,7	13,2	15,4	15,0	14,3	3,2	3,2	3,7	3,1	7,6	2,7	7,1	5,0	2,9	0,3	2,8	2,3
Î.-P.-É.	0,5	0,2	2,6	2,8	1,3	-1,1	3,8	0,9	10,7	12,0	10,4	10,2	0,7	0,9	0,6	0,8	5,6	-0,3	6,8	4,0	3,4	-0,1	2,4	2,3
N.-É.	2,2	-0,3	2,2	2,1	1,2	-0,1	0,7	1,8	7,7	9,2	8,8	8,4	4,3	3,4	3,9	3,8	4,2	0,3	5,8	3,8	3,0	-0,1	2,3	2,3
N.-B.	0,0	-0,5	2,4	2,9	0,9	0,1	0,6	1,5	8,6	8,9	8,7	8,5	4,2	3,5	3,8	3,5	5,9	-0,1	6,4	4,0	1,7	0,3	2,9	2,3
QUÉ.	1,0	-1,2	3,5	3,3	0,8	-1,0	1,8	2,1	7,2	8,5	7,9	7,5	47,9	44,0	49,8	44,8	5,1	-0,9	7,1	4,4	2,1	0,6	1,7	2,2
ONT.	-0,5	-3,2	3,8	3,5	1,4	-2,4	1,6	2,5	6,5	9,0	8,7	7,9	75,6	50,1	59,6	59,5	3,5	-2,4	5,5	4,9	2,3	0,4	2,3	2,3
MAN.	2,0	-0,1	2,9	3,7	1,7	0,0	1,7	2,2	4,1	5,2	5,1	4,5	5,6	4,0	5,0	5,5	7,2	-0,9	7,2	5,5	2,2	0,6	1,4	2,2
SASK.	4,2	-5,4	3,8	4,4	2,2	1,5	1,8	2,8	4,1	4,8	4,9	4,5	6,8	3,8	5,0	5,1	10,6	-2,3	5,3	5,7	3,2	1,1	1,7	2,8
ALB.	0,0	-4,5	3,1	4,2	2,7	-1,3	0,7	3,0	3,6	6,6	7,0	6,1	29,0	20,0	32,6	34,3	-0,1	-8,4	7,7	5,9	3,2	-0,1	1,6	1,9
C.-B.	0,0	-2,4	3,5	3,3	2,1	-2,4	1,9	1,8	4,6	7,6	7,5	6,6	34,3	16,0	25,3	24,5	0,3	-5,1	7,2	5,2	2,1	0,0	1,4	2,1
CANADA	0,5	-2,5	3,6	3,5	1,5	-1,6	1,6	2,3	6,1	8,3	8,0	7,3	212	149	189	185	3,4	-3,0	6,5	5,0	2,4	0,3	1,9	2,2

## Tableau comparatif

2008, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2009)	509	141	938	749	7 829	13 069	1 222	1 030	3 688	4 455
Produit intérieur brut (milliards \$)	31,3	4,6	34,2	27,4	302,2	587,8	50,8	63,5	291,3	197,9
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	20,0	4,1	29,2	23,4	269,7	532,2	42,4	41,6	185,8	164,5
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,5	40,4	3,2	3,2	14,1	12,5
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,8	1,9	1,2	1,4	2,0	1,9	2,7	3,0	3,6	3,1
PIB réel par habitant (\$)	39 206	29 422	31 140	31 157	34 445	40 722	34 704	40 367	50 379	36 928
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	3,2	1,6	1,3	1,5	1,3	0,8	2,0	2,6	1,1	1,8
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 683	22 917	25 466	25 010	25 258	28 481	26 018	28 321	35 978	27 914
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 04-09, %)	0,1	0,8	0,5	0,9	0,9	0,7	1,0	1,6	2,5	1,8
Taux d'emploi (avril, 2010 %)	50,8	62,2	58,5	58,9	60,3	61,4	66,3	66,9	68,0	61,2
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avril 2010)	17,5	11,8	11,1	11,4	9,8	11,0	5,9	7,3	9,0	8,3
Production manufacturière (% du PIB réel) (2009)	4,4	9,5	8,9	11,0	16,1	15,0	11,1	7,7	7,8	8,2
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	54,7	71,4	71,8	69,0	64,1	60,1	64,5	58,6	53,2	69,5
Exportations (% du PIB réel)	37,8	29,7	23,4	41,5	33,6	42,5	32,3	37,6	36,9	26,8

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

## Colombie-Britannique

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	146 541	153 489	159 916	164 519	164 520	160 572	166 256	171 809
	évolution (%)	3,6	4,7	4,2	2,9	0,0	-2,4	3,5	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	2 063	2 131	2 195	2 266	2 314	2 259	2 302	2 343
	évolution (%)	2,4	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,4	1,9	1,8
Taux de chômage	(%)	7,2	5,9	4,8	4,2	4,6	7,6	7,5	6,6
Ventes au détail	en millions de dollars	47 217	49 286	52 837	56 365	56 562	53 675	57 532	60 529
	évolution (%)	6,3	4,4	7,2	6,7	0,3	-5,1	7,2	5,2
Mises en chantier	unités	32 925	34 667	36 443	39 195	34 250	16 042	25 300	24 500
	évolution (%)	25,8	5,3	5,1	7,6	-12,6	-53,2	57,7	-3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,2	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	113,9	116,3
	évolution (%)	2,0	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,4	2,1

## Alberta

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	163 564	170 872	181 418	185 870	185 780	177 420	182 991	190 677
	évolution (%)	5,3	4,5	6,2	2,5	0,0	-4,5	3,1	4,2
Nombre d'emplois	en milliers	1 757	1 784	1 871	1 959	2 013	1 988	2 001	2 062
	évolution (%)	2,4	1,5	4,8	4,7	2,7	-1,3	0,7	3,0
Taux de chômage	(%)	4,6	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6	7,0	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	43 372	48 493	55 942	61 160	61 069	55 956	60 244	63 802
	évolution (%)	10,3	11,8	15,4	9,3	-0,1	-8,4	7,7	5,9
Mises en chantier	unités	36 270	40 847	48 962	48 336	28 967	19 983	32 600	34 300
	évolution (%)	0,3	12,6	19,9	-1,3	-40,1	-31,0	63,1	5,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,9	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	123,4	125,8
	évolution (%)	1,4	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,6	1,9

## Saskatchewan

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 741	38 904	38 520	39 896	41 583	39 338	40 848	42 645
	évolution (%)	5,1	3,1	-1,0	3,6	4,2	-5,4	3,8	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	480	483	492	502	513	521	530	545
	évolution (%)	0,8	0,8	1,7	2,1	2,2	1,5	1,8	2,8
Taux de chômage	(%)	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	4,9	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 259	10 796	11 495	12 984	14 360	14 036	14 782	15 632
	évolution (%)	4,1	5,2	6,5	13,0	10,6	-2,3	5,3	5,7
Mises en chantier	unités	3 781	3 437	3 715	6 007	6 792	3 792	5 000	5 100
	évolution (%)	14,1	-9,1	8,1	61,7	13,1	-44,2	31,9	2,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	119,1	122,5
	évolution (%)	2,2	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	1,7	2,8

## Manitoba

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 861	38 860	40 158	41 593	42 407	42 365	43 610	45 241
	évolution (%)	2,2	2,6	3,3	3,6	2,0	-0,1	2,9	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	577	580	587	596	607	607	617	631
	évolution (%)	1,1	0,6	1,1	1,6	1,7	0,0	1,7	2,2
Taux de chômage	(%)	5,3	4,8	4,3	4,4	4,1	5,2	5,1	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	11 692	12 381	12 870	14 008	15 017	14 882	15 948	16 825
	évolution (%)	6,7	5,9	3,9	8,8	7,2	-0,9	7,2	5,5
Mises en chantier	unités	4 440	4 731	5 028	5 738	5 550	4 042	5 000	5 500
	évolution (%)	5,6	6,6	6,3	14,1	-3,3	-27,2	23,7	10,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	103,8	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	115,7	118,2
	évolution (%)	1,9	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	1,4	2,2

## Ontario

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	496 780	510 509	522 845	534 880	532 209	515 178	534 961	553 685
	évolution (%)	2,6	2,8	2,4	2,3	-0,5	-3,2	3,8	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	6 317	6 398	6 493	6 594	6 687	6 526	6 633	6 799
	évolution (%)	1,7	1,3	1,5	1,6	1,4	-2,4	1,6	2,5
Taux de chômage	(%)	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7	7,9
Ventes au détail	en millions de dollars	129 086	135 321	140 808	146 252	151 375	147 708	155 866	163 497
	évolution (%)	3,2	4,8	4,1	3,9	3,5	-2,4	5,5	4,9
Mises en chantier	unités	85 114	78 795	73 417	68 123	75 567	50 050	59 600	59 500
	évolution (%)	-0,1	-7,4	-6,8	-7,2	10,9	-33,8	19,1	-0,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,3	118,9
	évolution (%)	1,9	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,3	2,3

## Québec

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	251 028	255 559	259 853	267 033	269 665	266 429	275 861	284 964
	évolution (%)	2,7	1,8	1,7	2,8	1,0	-1,2	3,5	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	3 680	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 913	3 993
	évolution (%)	1,4	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	1,8	2,1
Taux de chômage	(%)	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,5	7,9	7,5
Ventes au détail	en millions de dollars	78 518	82 533	86 709	90 663	95 321	94 493	101 189	105 687
	évolution (%)	4,2	5,1	5,1	4,6	5,1	-0,9	7,1	4,4
Mises en chantier	unités	58 448	50 910	47 877	48 553	47 925	44 008	49 800	44 800
	évolution (%)	16,2	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-8,2	13,2	-10,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,5	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	115,3	117,8
	évolution (%)	1,9	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,7	2,2

## Nouveau-Brunswick

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	22 366	22 638	23 254	23 356	23 351	23 234	23 801	24 491
	évolution (%)	2,8	1,2	2,7	0,4	0,0	-0,5	2,4	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	350	351	355	363	366	366	369	374
	évolution (%)	2,0	0,1	1,4	2,1	0,9	0,1	0,6	1,5
Taux de chômage	(%)	9,8	9,7	8,8	7,5	8,6	8,9	8,7	8,5
Ventes au détail	en millions de dollars	7 963	8 326	8 814	9 318	9 872	9 861	10 490	10 907
	évolution (%)	1,7	4,6	5,9	5,7	5,9	-0,1	6,4	4,0
Mises en chantier	unités	3 947	3 959	4 085	4 242	4 175	3 483	3 800	3 500
	évolution (%)	-12,1	0,3	3,2	3,8	-1,6	-16,6	9,1	-7,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,9	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	116,8	119,4
	évolution (%)	1,4	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,9	2,3

## Nouvelle-Écosse

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27 710	28 016	28 254	28 598	29 215	29 127	29 780	30 405
	évolution (%)	0,9	1,1	0,8	1,2	2,2	-0,3	2,2	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	442	443	442	448	453	453	456	464
	évolution (%)	2,6	0,2	-0,3	1,3	1,2	-0,1	0,7	1,8
Taux de chômage	(%)	8,8	8,4	7,9	8,0	7,7	9,2	8,8	8,4
Ventes au détail	en millions de dollars	10 297	10 527	11 163	11 636	12 129	12 172	12 882	13 377
	évolution (%)	2,8	2,2	6,0	4,2	4,2	0,3	5,8	3,8
Mises en chantier	unités	4 717	4 775	4 896	4 750	4 267	3 408	3 900	3 800
	évolution (%)	-7,4	1,2	2,5	-3,0	-10,2	-20,1	14,4	-2,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,3	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	118,4	121,1
	évolution (%)	1,8	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,3	2,3

## Île-du-Prince-Édouard

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 877	3 921	4 026	4 126	4 148	4 156	4 264	4 384
	évolution (%)	2,6	1,1	2,7	2,5	0,5	0,2	2,6	2,8
Nombre d'emplois	en milliers	67	68	69	69	70	69	72	73
	évolution (%)	1,3	1,9	0,6	1,1	1,3	-1,1	3,8	0,9
Taux de chômage	(%)	11,2	10,8	11,1	10,3	10,7	12,0	10,4	10,2
Ventes au détail	en millions de dollars	1 385	1 424	1 512	1 629	1 721	1 715	1 832	1 904
	évolution (%)	0,1	2,8	6,2	7,7	5,6	-0,3	6,8	4,0
Mises en chantier	unités	919	862	738	750	700	858	610	780
	évolution (%)	12,9	-6,2	-14,4	1,6	-6,7	22,6	-28,9	27,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,8	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	120,2	122,9
	évolution (%)	2,2	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	2,4	2,3

## Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 209	17 593	18 201	19 856	19 953	18 057	18 789	19 221
	évolution (%)	-1,2	2,2	3,5	9,1	0,5	-9,5	4,1	2,3
Nombre d'emplois	en milliers	214	214	216	217	220	215	220	224
	évolution (%)	1,0	-0,1	0,7	0,7	1,5	-2,4	2,4	1,7
Taux de chômage	(%)	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,4	15,0	14,3
Ventes au détail	en millions de dollars	5 755	5 826	6 026	6 567	7 063	7 251	7 765	8 150
	évolution (%)	0,3	1,2	3,4	9,0	7,6	2,7	7,1	5,0
Mises en chantier	unités	2 870	2 498	2 234	2 649	3 233	3 167	3 700	3 100
	évolution (%)	6,6	-13,0	-10,6	18,6	22,1	-2,1	16,8	-16,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,8	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	117,8	120,5
	évolution (%)	1,8	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	2,8	2,3

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada  
© Banque Royale du Canada.